LE CNAPEST L'A PRÉVUE POUR LA SEMAINE PROCHAINE

Nouvelle grève dans les lycées

La trêve aura été de courte durée. Le secteur de l'éducation renoue avec la contestation. Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) a décidé de deux jours de grève les 27 et 28 octobre prochains.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Le syndicat autonome entend mobiliser ses troupes pour contester contre l'absence de dialogue avec la tutelle et fait savoir que des assemblées générales seront organisées pour décider des actions à venir.

Le Cnapest appellera à l'occasion de ces réunions ses adhérents à choisir entre la grève ouverte ou les grèves cycliques. C'est à l'issue du conseil national, tenu les 16 et 17 octobre derniers, que le syndicat a pris la décision de reprendre la contestation.

Dans le communiqué sanctionnant ladite rencontre, le Cnapest reproche au ministère de l'Education nationale de fermer toutes les portes du dialogue.

Il en est ainsi aussi bien pour le statut particulier que celui du régime indemnitaire. Le Cnapest indique que dans plusieurs wilayas, la tutelle pousse au pourrissement.

C'est, notamment, le cas à Mostaganem et Constantine où les enseignants de plusieurs lycées sont en grève depuis le début de l'année. Ils protestent contre les mutations décidées par leur hiérarchie sans consultation préalable.

Dans ces deux wilayas, le directeur de l'éducation a tout simplement refusé de recevoir les représentants des travailleurs qui contestent la décision de changement de poste.

Autre grief retenu contre la tutelle, les défalcations des journées de grève. Une mesure que les syndicalistes dénoncent car, estiment-ils, elle remet en cause le droit à la grève reconnu par la Constitution.

Au ministre du secteur, ils affirment que ce n'est pas en privant les travailleurs de quelques jours de salaire que le dialogue sera rétabli. Pire, ils craignent que ces mesures ne feront qu'envenimer la situation.

Face à l'attitude du département de Benbouzid, le Cnapest appelle ses adhérents à davantage de mobilisation avant et pendant la démonstration de force, qu'il compte entreprendre à la fin du mois en cours.

N. I.

LOUIZA HANOUNE AU CC DU PARTI DES TRAVAILLEURS :

«Il faut geler l'accord d'association avec l'UE et arrêter les privatisations»

Les événements ont-ils donné raison à la politique prônée par son parti ? Les conséquences nées de la crise financière internationale «hisseront-ils» le Parti des travailleurs sur la scène nationale ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Sa porte-parole, Mme Louiza Hanoune, est catégorique : «Nous avons tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises. L'échec est celui du capitalisme. Heureusement que notre pays n'est pas intégré dans le circuit capitaliste international comme l'avaient exigé le FMI et la Banque mondiale.

Vouloir à tout prix adhérer à l'OMC sera une faute très grave ; il est urgent de geler l'accord d'association avec l'Union européenne, d'arrêter le processus de privatisation des banques publiques et investir en force dans le secteur publique économique.»

Hier, lors de son intervention devant les membres du comité central de son parti réuni en session ordinaire au siège de la Mutuelle des travaux publics de Zéralda, la porte-parole du Parti des travailleurs n'a pas été par trente-six chemins pour annoncer qu'«aujourd'hui, il y a effondrement du système capitaliste et qu'à long terme, nous serons touchés par cette crise».

Louiza Hanoune, durant deux heures, a traité des questions politiques économiques nationales. De la loi de finances complémentaire (LFC) 2008 à la récente augmentation des parlementaires des députés, la parlementaire et porte-parole du PT a passé en revue toutes les questions d'actualité.

Elle fera savoir que «le groupe parlementaire du PT regrette que la LFC 2008 soit promulguée par ordonnance, empêchant ainsi les députés de débattre et de contribuer à son élaboration afin qu'elle puisse répondre aux besoins les plus urgents du pays dans les différents secteurs».

Dans ce cadre, elle fera savoir que son parti a «rejeté la taxe sur les véhicules neufs, qui pénalise beaucoup de citoyens, notamment ceux des régions où la voiture est le seul moyen de transport disponible, et réaffirmé que le transport en commun, pour lequel a été instruite cette taxe, est un service public qui doit être soutenu par le Trésor public».

L'autre sujet «parlementaire» qui a fâché la députée est celui relatif à «la scandaleuse augmentation des salaires des députés».

Louiza Hanoune s'interroge «sur les bases et les normes retenues pour procéder à une telle augmentation». «Cette augmentation, sans précédent, constitue une provocation à l'encontre de la majorité de la population».

En d'ajouter : «Cela se passe au moment où le pouvoir d'achat de l'écrasante majorité de la population est laminé, où les enseignants universitaires de rang magistral et autres chercheurs sont toujours en quête d'un salaire digne de leur statut, et où des familles vivent avec des pensions de 3500 DA/ mois».

Pour conforter la position exprimée sur la question, Louiza Hanoune dira que «conformément à la démocratie, le mandat de député est un mandat politique et non une fonction (…) Cette augmentation constitue un danger pour le multipartisme, car dénaturant profondément le rôle de député».

Ces points évoqués par la porte-parole du PT sont, assurément, étroitement liés aux questions politiques, sociales et économiques de l'heure. Sur ce chapitre, elle a longuement évoqué «la tragédie des harragua poursuivis en justice parce qu'ils ont voulu mettre fin à leur vie alors qu'il fallait une véritable thérapie, la décision prise par le ministre de la Participation de vouloir dissoudre des entreprises comme l'Enapat, Digromed et six autres EPE à Oran, le bicéphalisme dans la prise de décision ou encore la contradiction des chiffres avancés par le département du travail et de la Sécurité sociale relatifs aux postes créés ou à créer».

Photo: Samir Sid

Pour illustrer la contradiction dans la prise de décision, Louiza Hanoune cite «le refus du Parlement de réhabiliter, dans le cadre de la loi de finances 2009, la décision prise par Ahmed Ouyahia en 2004 de dépôt de l'argent public dans les banques publiques, alors que cette même décision a été prise dans ce cadre puis annulée par le gouvernement dans le même cadre».

Fidèle à ses positions, le Parti des travailleurs, par la voix de sa porte-parole, a plaidé pour la «revalorisation du pouvoir d'achat des citoyens, la réappropriation de la décision politique, d'autant que nous sommes à la veille d'importantes échéances politiques».

«Il faut réapproprier et récupérer la souveraineté nationale», a-t-elle indiqué, tout en rappelant que «plus que jamais se pose la nécessité de l'élection d'une Assemblée constituante, composée de députés élus et révocables et dont la tâche première est de répondre aux attentes et aux besoins de la population».

Lors d'un point de presse organisé hier à l'issue de cette réunion, Louiza Hanoune a réitéré les positions exprimées la veille.

Elle fera savoir aussi que son parti convoquera son conseil national les 30, 31 octobre et le 1er novembre prochains et qu'une réunion nationale des élus se tiendra prochainement pour débattre des échéances prochaines dont celle des sénatoriales.

A. B.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Comment l'Algérie peut relever le défi

Plus d'un tiers de la production agricole est perdu après la récolte en raison de la non-prise en compte des changements météorologiques, a affirmé Ounar Ferhat de l'Office national de la météorologie (ONM), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA), coïncidant avec le 16 octobre de chaque année.

Les perturbations climatiques, survenues en 2007, ont été à l'origine de la perte d'environ 20% de la production agricole en Algérie, ajoute Ounar Ferhat. 80% de ces perturbations ont survenu en automne et au printemps, deux saisons durant lesquelles les activités agricoles sont des plus intenses.

Ces changements climatiques risquent davantage d'aggraver la situation les années à venir. Les autorités algériennes ont donc pris en charge le problème en installant de nouvelles stations météorologiques, capables de prévenir les catastrophes naturelles et sauver ainsi les récoltes, selon le responsable de l'ONM. Associer les changements climatiques, qui surviennent à l'échelle planétaire, aux changements socioéconomiques locaux est plus que nécessaire, estime-t-il.

«Le lancement du programme du renouveau rural s'inscrit dans cette logique qui vise à relancer l'activité agricole», explique le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, dans son allocution à l'inauguration de la JMA, consacrée cette année à «la sécurité alimentaire mondiale et les défis des changements climatiques et des bioénergies».

L'augmentation de la production locale et «l'accroissement substantiel des rendements» sont «les objectifs stratégiques que se fixe le renouveau de l'économie agricole pour assurer la sécurité alimentaire de notre pays et renforcer son indépendance alimentaire», indique le ministre, fort convaincu que l'agriculteur devra être placée au cour de ce dispositif.

L'augmentation des aides matérielles et financières allouées aux agriculteurs est considérée comme le seul moyen pour sécuriser le pays contre une crise alimentaire qui ne cesse de s'aggraver avec la multiplication des catastrophes naturelles et de la sécheresse.

Ces deux phénomènes contribuent à la hausse des prix des produits alimentaires sur le marché mondial. L'utilisation croissante des biocarburants, qui mobilisent d'importantes surfaces agricoles, est aussi à l'origine de la flambée des prix ces deux dernières années. La politique algérienne du pouvoir d'achat est perçue positivement par le représentant à Alger de l'organisation onusienne pour l'alimentation, la FAO.

Daniel Delanois estime aussi qu'à long terme, les subventions de l'Algérie à l'agriculture doivent être revues à la hausse comme cela doit se faire dans l'ensemble des autres pays à travers le monde.

Le représentant de la FAO salue au passage «les efforts consentis par le gouvernement algérien à mettre en œuvre de nouveaux moyens et dispositifs afin d'éviter la crise alimentaire qui menace de nombreux pays dans le monde».

L. M.